

#UnitéOuvrière

ÉDITORIAL

Face à l'austérité, l'inflation, le mépris patronal et la casse de nos droits, les travailleuses et travailleurs montent au créneau. En cette « rentrée sociale », les appels à la grève et les mobilisations se multiplient.



Des mobilisations nationales mais non confédérales ou confédérées s'enclenchent ainsi avec notamment des grèves prévues le 15 septembre dans les services publics, la santé et l'action sociale, le 29 septembre pour exiger un service public à la hauteur des besoins, le 5 novembre avec l'ensemble des Fédérations CGT de l'industrie pour maintenir et développer l'industrie sur le territoire.

D'autres grèves nationales sont également annoncées : les 20 septembre et 30 octobre seront ainsi des journées de grèves et de luttes pour la paix, contre la guerre et le génocide.

Ces dates nationales ouvrent des perspectives politiques, notamment autour de la revendication de l'augmentation des salaires, du 100% Sécu et de la lutte contre le militarisme, la guerre et le génocide en Palestine.

Cela démontre aussi que les syndicats CGT et les outils de coordination des organisations CGT, à tous les échelons possibles, peuvent et doivent prendre leurs responsabilités face à l'ampleur des enjeux de la période et sur tous les sujets.



Localement, les grèves éclatent dans différents secteurs : dans les transports en commun par exemple, du réseau T2C à Clermont-Ferrand au groupe Keolis à Ivry et Vitry-sur-Seine. Mais aussi dans le secteur aérien où l'heure est toujours à la lutte avec la reconduction du mouvement chez French Bee début septembre. Dans le commerce et l'agroalimentaire, les salariés se mobilisent aussi, à l'image du mouvement des travailleurs et travailleuses du groupe Marionnaud, la grève à Haribo, la grève massive et historique dans les boucheries Despinasse.

Ainsi, il n'y a pas de pause sociale. Bien au contraire. Soulignons aussi que le gouvernement, responsable et coupable du fiasco logistique et sanitaire de cet été caniculaire, poursuit sa gestion autoritaire du pouvoir et refuse de rendre des comptes. Le contexte politique pré-électoral est également utilisé par les médias comme éteignoir des luttes et des revendications, déjà renvoyées à l'horizon de la présidentielle.

Pourtant, le budget 2027 et la poursuite de la politique austéritaire porte dès maintenant la continuité des attaques contre le monde du travail.

Ainsi, la défense des services publics, la revendication unitaire et ouvrière d'une augmentation générale, conséquente et immédiate des salaires et des pensions et de leur indexation sur les prix est une nécessité pour les travailleurs et les travailleuses. De même, la convergence est naturelle et logique sur la question de la sauvegarde de l'emploi ou de la santé/sécurité au travail.

L'Unité ouvrière, l'action des salariés "tous ensemble et en même temps" pour obtenir des revendications, se matérialise dans la lutte directe et sans intermédiaire institutionnel. En témoignent les grèves citées plus haut, autour de l'augmentation de travail, l'amélioration des conditions de travail et la défense de l'outil de travail. Ces luttes s'organisent ainsi dans différents secteurs de l'économie et en l'absence de tout plan de bataille confédéral ou même de "date de rentrée" de mobilisation nationale interprofessionnelle.

Cette Unité, dans les grèves et par le travail commun et interprofessionnel entre organisations CGT, prouve qu'il existe un chemin possible, malgré ou contre l'avis de la Confédération CGT, d'une fédération des luttes et des revendications. Alors que le champ médiatique va être saturé par les élections présidentielles et législatives, portons la voix singulière de la CGT, notamment avec la défense des intérêts immédiats, le projet de transformation sociale de l'ensemble de la société, l'action directe des travailleurs et travailleuses en dehors de l'agenda patronal et institutionnel !

unitecgt.fr 